

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Laïcité et religions (France) > Islam / Musulmans (France) > **Les mots d'Emmanuel Macron – « Séparatisme islamiste » : « Le mot et son (...)**

TRIBUNE

Les mots d'Emmanuel Macron – « Séparatisme islamiste » : « Le mot et son contenu sont loin de pouvoir nommer toute la réalité »

dimanche 23 février 2020, par [BENZINE Rachid](#) (Date de rédaction antérieure : 20 février 2020).

Pour l'islamologue Rachid Benzine, l'expression de « séparatisme islamiste », utilisée par Emmanuel Macron mardi à Mulhouse, pourrait être récupérée par certains groupes de musulmans, qui se sentent en rupture dans notre société.

Maintes fois annoncée depuis deux ans et toujours reportée, la prise de parole solennelle du président Macron sur la place et l'organisation de l'islam en France a enfin eu lieu, ce mardi 18 février, à Mulhouse.

L'événement ne s'est pas produit sous la pression d'attentats ni en raison de la présence de jeunes Français sur les terrains d'affrontements proche-orientaux du djihad, mais il était devenu politiquement urgent à l'approche des élections municipales, après qu'ont paru plusieurs études sociologiques sur l'emprise très prégnante d'un islam obscurantiste sur toute une partie de notre société, et du fait de l'inquiétude grandissante de nombreux élus à ce sujet.

Après de nombreux débats sur le bien-fondé, ou non, de désigner par le vocable « communautarisme » - terme qui ne recouvre pas forcément des choses négatives, en particulier dans les pays anglo-saxons - les phénomènes d'emprise religieuse sectaires en plein développement, le terme « séparatisme » avancé par certains de ses interlocuteurs a séduit le président et, en quelques jours, il est devenu comme un mot magique qui expliquerait tout.

« Jusque-là, on parlait dans notre pays de "séparatisme breton", "basque", "corse", c'est-à-dire de mouvements plus ou moins populaires agissant pour une sécession à la fois territoriale, politique et culturelle »

De fait, certains groupes musulmans fondamentalistes, particulièrement ceux qui se réclament du salafisme wahhabite, sont dans une démarche de rupture avec le fonctionnement du reste de la société, en particulier avec les mœurs modernes dominantes et notre modèle démocratique. Cependant, le mot et son contenu sont loin de pouvoir nommer toute la réalité. Ainsi, les Frères musulmans ne promeuvent pas une séparation d'avec la société, mais une islamisation - selon leur conception particulière - de plus en plus importante de cette société. Leur islam très politique ne se présente pas comme une rupture avec la société dominante, mais il est porteur d'une volonté de transformer cette société selon leurs vues.

Il existe, par ailleurs, une puissance des mots. Nommer, c'est désigner... mais c'est aussi faire

exister. A-t-on, dans l'entourage du président, bien mesuré toutes les conséquences possibles du lancement du vocable « séparatisme » sur la scène publique ? Jusque-là on parlait dans notre pays de « séparatisme breton », de « séparatisme basque », de « séparatisme corse », c'est-à-dire de mouvements plus ou moins populaires agissant pour une sécession à la fois territoriale, politique et culturelle avec la « République une et indivisible ». En introduisant cette nouvelle terminologie, ne prend-on pas le risque que celle-ci soit, de fait, intégrée par des groupes de la population musulmane qui sont de plus en plus en rupture avec notre société du fait des influences idéologiques reçues, mais aussi en raison des discriminations subies ?

Exercice d'équilibriste étrange

Ce qui frappe une fois de plus, c'est la difficulté largement partagée par tous, de nommer ce qui arrive à notre société, et de cibler le mal dont les effets sont ressentis. Le président de la République a ainsi cru pouvoir accuser « l'islam consulaire » comme étant un des problèmes. Ce faisant, il a enfourché un cheval de bataille qui était déjà celui de Tariq Ramadan et de ses partisans depuis les années 1990, et que l'on trouve exposé depuis longtemps dans les travaux de certains sociologues. Il l'a fait, de surcroît, dans un exercice d'équilibriste étrange, montrant du doigt l'Algérie, le Maroc et la Turquie comme représentant des puissances étrangères dont il fallait réduire l'influence sur l'islam de France... mais tentant en même temps de remercier le président algérien et le roi du Maroc pour leur compréhension, conservant ses plus gros reproches pour le président Erdogan.

La dénonciation d'une stratégie d'influence turque fondamentaliste nocive sur l'islam de France correspond certainement à une réalité. En revanche, est-il juste de vouloir mettre « hors jeu » de l'islam de France l'islam officiel de l'Algérie et du Maroc, pays dont restent originaires la majorité des musulmans français ? Ces pays, que l'on sache, ne sont pas des puissances ennemies. En revanche, le président s'est tu sur les influences saoudiennes et qataries, qui sont pourtant celles qui transforment depuis quarante ans l'islam traditionnel mondial en islam résolument antidémocratique.

« Il y a bien tout un islam "non officiel" très organisé. Cet islam-là peut-il être qualifié de "séparatiste" ? Dans la majorité des cas, non. »

Il est juste de se préoccuper de la formation des imams de France. Mais qui, dans notre pays, va les former et où ? Qui en a aujourd'hui les moyens... en dehors des cercles Frères musulmans et en dehors des institutions musulmanes turques de France (les seules qui soient réellement organisées et fortes intellectuellement et financièrement) ? Certes, les « imams détachés » algériens et marocains présentent souvent le désavantage de mal parler le français, mais ils ont bénéficié durant au moins trois ans d'une formation sérieuse en sciences religieuses dont on connaît le contenu et les conditions d'apprentissage. Ce n'est pas le cas pour beaucoup d'imams de nationalité française qui sont partis d'eux-mêmes se former en Arabie saoudite, en Syrie, en Égypte, au Yémen, en Mauritanie ou au Pakistan.

On ne saurait, de plus, oublier qu'en islam il y a d'abord besoin d'imams (« ceux qui sont devant ») pour guider les prières liturgiques quotidiennes, et que ceux-ci n'ont pas besoin d'être des « imams professionnels » formés pour être choisis par les communautés de fidèles.

Pour mener à bien le programme qu'il a esquissé, Emmanuel Macron a dit vouloir s'appuyer sur le Conseil français du culte musulman (CFCM). Il peut, en effet, profiter du fait que celui-ci a à sa tête, pour deux ans, le sage universitaire franco-marocain Mohammed Moussaoui. Mais quelle liberté de manœuvre vont laisser à celui-ci ses partenaires algériens et turcs du CFCM ?

Surtout, le CFCM n'a qu'une influence très faible sur l'islam de France tel qu'il s'est

progressivement organisé sur l'ensemble du territoire français. Depuis quarante ans, en effet, les pouvoirs publics cherchent à organiser un islam de France « officiel » qui aurait à sa tête des personnalités largement reconnues et pouvant être considérées comme des interlocuteurs efficaces.

Cette représentation officielle et opérante de l'islam n'a pas pu voir le jour pour de multiples raisons. En revanche, il y a bien tout un islam « non officiel » très organisé à partir de vraies mosquées, de centres culturels, d'écoles privées hors contrat, de réseaux commerciaux et d'associations diverses. Un islam « non officiel » mais qui constitue la réalité première de la deuxième religion de France. Cet islam-là peut-il être qualifié de « séparatiste » ? Dans la majorité des cas, non. Mais il ne s'agit pas pour autant d'un islam en phase avec les idéaux démocratiques et républicains français.

Rachid Benzine (islamologue)

P.-S.

- « « Séparatisme islamiste » : « Le mot et son contenu sont loin de pouvoir nommer toute la réalité » ». Le Monde. Publié le 20 février 2020 à 02h20 - Mis à jour le 20 février 2020 à 14h24 : https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/02/20/separatisme-islamiste-le-mot-et-son-contenu-sont-loin-de-pouvoir-nommer-toute-la-realite_6030143_3232.html

- Rachid Benzine est islamologue et écrivain. Coauteur avec Christian Delorme de « La République, l'Eglise et l'Islam. Une révolution française » (Bayard, 2016), il vient de publier *Ainsi parlait ma mère* (Seuil, 96 p., 13 €).